

Les revendications en détails

Introduction

En tant que Youth For Climate Luxembourg, nous nous trouvons dans une position unique. En tant que représentants de la voix de la Jeunesse au Luxembourg et partisans du mouvement dédié à la justice climatique, nous nous voyons dotés d'une perspective sans précédent face à cette situation. Ne tournons pas autour du pot : le coronavirus a démontré sans aucun doute que des actions concrètes et ambitieuses doivent être prises. Cette pandémie a mis en avant le manque de dispositifs préalables, ainsi que le travail de taille qui se doit encore d'être accompli.

Ainsi, nous avons mis au jour un nouvel ensemble de revendications spécifiquement orientées autour du contexte actuel- revendications qui, en plus de s'appliquer aux nécessités environnementales de la justice climatique, se met également au service de la justice sociale. Les deux sont indispensables : avancer sans l'une d'elle serait désastreux tant pour nous que pour notre planète.

Ce document sert à élaborer ces revendications, à les appréhender avec plus de détails et d'exemples afin que le dialogue et les progrès autour de ce sujet soient portés plus loin. À l'aide d'efforts massifs autour de la santé publique, il est d'une importance capitale que ces étapes soient effectuées dès que possible.

1. Le Climat

Toute démarche autour de la crise du COVID-19 doit s'effectuer en considérant le climat comme une priorité, quelle que soit l'étape. Nous ne pouvons accepter de quitter cette crise de la même façon que nous l'avons entamée : le temps presse dans l'élimination de la Crise Climatique. Nous ne pouvons « revenir à la norme » - car la norme constituait déjà la crise.

Une de nos revendications est que les pollueurs - qu'il s'agisse de l'industrie des énergies fossiles, des banques, et bien d'autres - soient strictement rendus responsables, et que leur sauvetage financier soit accompagné de conditions strictes quant à la protection de l'environnement. Il s'agit ici d'un point très large mais tout à fait crucial. Par exemple, si certaines banques se voient dotées de prêts afin de surmonter la crise, il faudra interdire tous futurs investissements dans les énergies fossiles. Il n'est pas seulement vital que ces corporations cessent leurs financements polluants, mais il est également crucial que notre gouvernement présente une intolérance totale face à de tels comportements nocifs.

De même, nous demandons que la réglementation sur la protection de l'environnement soit renforcée. Le gouvernement doit non seulement tenir ses promesses concernant le PNEC, mais il est également essentiel qu'il renforce ses initiatives en matière de climat. Le gouvernement doit être plus ambitieux pour prévenir la dégradation écologique. En outre, toute suspension temporaire du contrôle ou de la protection de l'environnement par le

gouvernement doit être entièrement rétablie d'ici la fin de la pandémie COVID-19¹. De plus, il ne peut y avoir d'autres suspensions ou réductions de la réglementation environnementale.

La Commission européenne et un certain nombre de ses États membres ont approuvé un sauvetage économique de compagnies aériennes, dont Air France, Lufthansa et KLM². Nous constatons la nécessité de mettre en place des filets de sécurité pour les employés. Cependant, il ne peut y avoir de distribution de carte blanche aux pollueurs et aux destructeurs du climat - surtout lorsque les bénéfices de ces chèques se retrouvent rarement entre les mains des employés. De plus, la société de gestion d'investissements mondiaux BlackRock, basée aux États-Unis, a été sélectionnée pour conseiller la Commission européenne sur les règles ESG pour les banques européennes³. Leurs investissements douteux dans les entreprises de combustibles fossiles et le fait qu'elles soient le plus grand investisseur mondial dans l'industrie des combustibles fossiles et des armes ne peuvent être ignorés. L'économie ayant peut-être besoin d'aide, cette aide ne peut pas prendre la forme d'une déréglementation.

Enfin, nous exigeons que les pollueurs n'aient pas le droit d'enfreindre les règlements ou les lois. Le gouvernement luxembourgeois ne peut pas permettre aux pollueurs d'ignorer les lois environnementales nationales et doit prendre une position ferme contre l'Union européenne qui autorise une stratégie de récupération destructive pour l'environnement. Ces dernières semaines, les lobbyistes du secteur automobile ont demandé à l'UE de réduire les réglementations sur le CO₂, visant à améliorer le rendement énergétique², tandis qu'aux États-Unis, l'EPA a annoncé un assouplissement des règles environnementales en réponse à la pandémie COVID-19⁴. Ce n'est pas le moment de réduire les lois de protection de l'environnement pour relancer l'économie. Les pollueurs doivent être tenus responsables, et il nous faut une reprise entièrement verte.

2. La protection économique des citoyens

Il s'agit d'un terme popularisé aux USA afin de décrire un sauvetage économique qui se devait être prioritaire pour les travailleurs et non pas pour les entreprises. Depuis, de nombreux groupes activistes ont établi de telles plateformes, à commencer par le Sunrise Movement⁵. Le combat vers la justice sociale est également primordial pour le mouvement climatique : les citoyens les moins avantagés de notre société sont ceux qui souffriront de

¹ Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. "Covid-19 : Suspension temporaire de certains contrôles et délais en matière d'environnement." Guichet.lu, 27 Mar 2020, <https://guichet.public.lu/fr/actualites/2020/mars/20-coronavirus-suspension-delaix-environnement.html>

² Farand, Chloe. "Coronavirus: which governments are bailing out big polluters?" Climate Home News, 20 Apr 2020, <https://www.climatechangenews.com/2020/04/20/coronavirus-governments-bail-airlines-oil-gas>

³ Jolly, Jasper. "BlackRock to advise EU on environmental rules for banks." The Guardian, 12 Apr 2020, <https://www.theguardian.com/business/2020/apr/12/blackrock-eu-environmental-rules-for-banks>

⁴ Milman, Oliver et Holden, Emily. "Trump administration allows companies to break pollution laws during coronavirus pandemic." The Guardian, 27 Mar 2020. <https://www.theguardian.com/environment/2020/mar/27/trump-pollution-laws-epa-allows-companies-pollute-without-penalty-during-coronavirus>

⁵ Sunrise Movement. "People's Bailout." Sunrise Movement, 10 Apr 2020, <https://www.sunrisemovement.org/peoples-bailout>

plein fouet des conséquences de notre inaction. Les valeurs de la justice sont identiques à celles qui motivent les revendications ci - contre : nos travailleurs ne devraient endosser les fardeaux d'aucune des deux crises.

Ce sentiment se retrouve entièrement au sein de notre première revendication : qu'aucun sauvetage d'industries ou entreprises ne se fasse au dépens des salariés. Il est tout à fait crucial que la société ainsi que les relations de classes ne soient entravées du fait de la crise. Nous vivions déjà un contexte social chargé avant la pandémie, les empirer n'inviterait qu'une nouvelle vague de conflits. Que cette situation punisse les salariés tandis que les industries et grandes entreprises s'en écartent quasiment in extremis est inacceptable.

Il est donc aussi important qu'un soulagement économique soit procuré aux citoyens. Le manque de flexibilité en terme de prix et dates dus des loyers. Le chômage partiel a réduit la majorité des salaires de 20%, et bien que subventions du logement soient accessibles, elles demeurent insuffisantes dans ces conditions exceptionnelles⁶. Cela affecte majoritairement les citoyens les plus démunis puisqu'ils se doivent de financer des coûts de logement qui restent exceptionnellement élevés, malgré leur pouvoir d'achat réduit. Le besoin d'un soulagement économique est urgent pour ces ménages: nous demandons qu'un gel national du loyer soit effectué jusqu'à la fin de la crise du COVID-19, ou du moins que les subventions aux logements soient augmentées.

De plus, il est important qu'aucune personne ne connaisse le manque d'eau, de nourriture ou d'abris du fait de cette crise. Personne ne devrait être forcé à vivre sans logement du fait d'un manque financier par rapport au loyer, et les sans abris ne devraient pas non plus être exclus de notre solidarité. Certaines façons d'acquérir une telle unité seraient de faire usage des espaces actuellement vides (i.e. les hôtels), établir un gel national des loyers, etc.

Les personnes en marge de notre société ne peuvent être délaissées dans l'appréhension de cette crise. La pandémie affecte déjà grandement les personnes les moins aisées pour qui ses conséquences tant sanitaires que financières peuvent se multiplier. La situation est particulièrement inacceptable pour les réfugiés qui se trouvent bloqués au niveau des camps frontaliers à l'UE. Le distancement social est impossible dans ces espaces surpeuplés où les conditions sanitaires minimales, telles que le lavage des mains, n'est qu'illusoire étant donné le manque d'eau pour assouvir la soif que connaissent déjà la plupart des déplacés⁷. Il est impossible qu'en ces moments cruciaux, les réfugiés soient simplement délaissés. Le Luxembourg peut et doit faire bien plus.

3. Solidarité internationale

À l'image de notre réponse nationale à la crise, notre réponse internationale doit également intégrer la valeur de la priorité aux personnes. Nous ne pouvons tolérer la pollution continue de notre planète, les mauvais traitements infligés aux défavorisés de notre

⁶ Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. "*Subvention loyer.*" logement.lu, <https://logement.public.lu/fr/aides-logement/aides-individuelles-logement/location/Subvention-loyer.html>

⁷ Human Rights Watch. "*Greece: Island Camps Not Prepared for Covid-19.*" Human Rights Watch, 22 Apr 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/04/22/greece-island-camps-not-prepared-covid-19>

société ou le fardeau des gens ordinaires qui résultent sans aucun doute de cette crise. Le Luxembourg doit garder ces idéaux d'une société juste et verte au cœur de toute réponse internationale à laquelle il participe ou a son mot à dire. Aucun peuple privé de ses droits ne devrait être ignoré dans le monde entier - nous devons agir en solidarité avec ceux qui ont été ou qui seront le plus durement touchés.

Nous ne devons en aucun cas tolérer une érosion flagrante de la démocratie, un autoritarisme croissant ou un recul démocratique de notre part ou de la part de nos alliés. Lorsque notre confrère membre de l'UE, la Hongrie, donne à son Premier ministre le pouvoir de gouverner par décret et de déclarer un état d'urgence indéfini⁸, nous devons prendre position contre cela et contre des prises de pouvoir similaires. Nous devons veiller à ce que le projet démocratique de l'Union européenne dont nous sommes si fiers ne soit pas affaibli en ces temps mouvementés.

4. Nos revendications antérieures

Toutes les revendications ci-dessus s'ajoutent, et ne remplacent pas nos revendications que nous avons présentées précédemment en septembre. Ces revendications sont toujours tout aussi importantes, mais cette crise s'est avérée encore plus nécessaire. Nous le répétons, ces revendications sont les suivantes :

- a. *Le Luxembourg doit parvenir à la neutralité carbone d'ici 2030.* Pierre angulaire du mouvement climatique, elle est toujours de la plus haute importance et doit être réalisée le plus tôt possible. Cette crise a mis en lumière plusieurs nouvelles idées pour y remédier également : par exemple, de nombreux emplois se sont désormais révélés réalisables à domicile. Une incitation pour les entreprises à laisser plus de travailleurs en télétravail pourrait réduire le trafic vers et depuis la ville de Luxembourg, réduire la congestion et réduire les émissions des voitures.
- b. *Le Luxembourg n'est pas trop petit pour faire la différence : l'évasion fiscale et les investissements dans les énergies fossiles doivent être stoppés.* Les problèmes du Luxembourg sont doubles : non seulement le Luxembourg présente des caractéristiques de paradis fiscal⁹, mais il abrite également de nombreuses banques et entreprises qui investissent activement dans les énergies fossiles. Pour progresser en tant que nation soucieuse du climat et socialement juste, nous devons nous attaquer aux deux problèmes.
- c. *La justice climatique est synonyme de solidarité internationale et intergénérationnelle.* Alors que nous entrons dans ce qui est sans aucun doute une nouvelle époque pour notre société, nous devons être très conscients de l'impact de

⁸ Picheta, Rob et Halasz, Stephanie. "Hungarian parliament votes to let Viktor Orban rule by decree in wake of coronavirus pandemic." CNN, 30 Mar 2020, <https://edition.cnn.com/2020/03/30/europe/hungary-viktor-orban-powers-vote-intl/>

⁹ European Parliament. "Tax crimes: special committee calls for a European financial police force." European Parliament, 27 Feb 2019, <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190225IPR28727/tax-crimes-special-committee-calls-for-a-european-financial-police-force>

nos actions sur les générations futures et sur les autres pays. Les jeunes générations seront plus durement touchées que quiconque et devront vivre avec les conséquences de ce que nous décidons de faire en ce moment de crise.

- d. *Si le système actuel ne peut pas répondre à nos revendications, nous avons besoin d'un changement de système.* Nos trois revendications sont essentielles pour une société juste, qui fonctionne bien et qui soit viable. Si ces revendications ne sont pas réalisables dans notre système actuel, nous avons besoin d'un changement de système.

Conclusion

Pour conclure, nous tenons à vous remercier d'avoir pris le temps d'écouter nos revendications. De telles interactions, entre citoyens et représentants, sont une pierre angulaire de la démocratie encore plus vitale lors de crises comme celles-ci. Nous apprécions votre ouverture à nos appels à l'action et votre volonté de ne pas simplement ignorer notre voix. Tant la crise sanitaire que la crise climatique sont des questions qui doivent être traitées avec la plus grande urgence, et ces dialogues sont une partie importante de ce processus. Nous attendons avec impatience de voir les actions que vous proposerez à l'avenir.